

**Pour l'autonomie syndicale et la
liberté d'expression :
ne nous laissons pas bâillonner
par le Ministre !**

Sud Éducation 95 apporte tout son soutien au syndicat du 93 dans l'affaire liée à son stage antiraciste montée en épingle par l'extrême droite, le Ministre et une certaine gauche n'ayant plus que la stigmatisation pour masquer son abandon de la question sociale.

La condamnation de M. Blanquer pose un grave problème vis à vis de la liberté d'expression dans le sens où elle vise l'usage du terme « racisme d'État ». Ce concept, employé depuis des décennies par les milieux universitaires désigne une réalité concrètement vécue par une partie de la population et s'éloigne d'une condamnation uniquement morale du racisme.

Derrière « racisme d'État », nous entendons dénoncer les ségrégations territoriales, économiques, scolaires et d'orientation, les discriminations subies dans les administrations, les contrôles au faciès systématisés, la chasse au sans-papiers et aux migrant-e-s etc. Dans l'école, cela prend aussi parfois la forme d'une instrumentalisation de l'Histoire pour masquer les crimes coloniaux et remettre au goût du jour le roman national.

Ces réalités structurelles constituent des causes de racisme et de discrimination bien plus profondes que celles relatives au domaine des idées.

Poursuivre un syndicat pour son utilisation d'un concept issu notamment des sciences sociales révèle la poussée réactionnaire renforcée par l'arrivée de ce nouveau gouvernement. Engager des poursuites contre une structure syndicale sur de telles bases reviendrait également à interdire toute critique de l'État, c'est pourquoi cette initiative nous paraît être une grave remise en cause des libertés fondamentales.

D'autre part, si la plainte annoncée par le Ministre est en soi scandaleuse, nous tenons aussi à souligner qu'elle contredit la loi du 20 août 2008 sur la représentativité syndicale, laquelle stipule que parmi les critères retenus,

l'indépendance vis à vis de l'employeur figure en bonne place. Que celui-ci vienne nous dicter nos stratégies est tout simplement inacceptable.

La voie semble donc libre pour la multiplication de paroles politiques remettant en cause les libertés publiques et syndicales. Ce champ laissé vacant est aussi en partie le résultat d'une dépolitisation croissante dans nos établissements. Par commodité, par peur de la contradiction ou encore par défaitisme, nous ne faisons plus suffisamment vivre le débat avec nos collègues. Cette tâche semble essentielle pour reconstruire des références critiques communes entre enseignant-e-s et personnels.

Autre sujet d'inquiétude, alors que le stage en question était annoncé depuis un mois, c'est la fachosphère qui aura une fois encore fourni l'agenda et le logiciel idéologique pour lancer une campagne réactionnaire contre nos camarades. Le fait que le Printemps républicain par le biais d'un membre du Parti Socialiste ainsi que la LICRA relaient les campagnes d'extrême droite ne nous surprend plus beaucoup, mais cela révèle une fois encore l'état de décomposition avancée des forces progressistes.

Le premier temps de la polémique mettait d'ailleurs en lumière la banalisation de l'utilisation d'un concept issu de l'extrême droite : l'islamo-gauchisme. Ainsi, aborder la question des discriminations à l'égard des musulmans relèverait d'une sympathie pour les thèses islamistes.

Mais il est vrai que lorsqu'il s'agit de critiquer l'Islam, les alliances les plus saugrenues se font jour.

Nous condamnons donc avec la plus grande fermeté l'attaque frontale menée par le Ministre Jean-Michel Blanquer contre les libertés syndicales. Il est intolérable de constater qu'un tel personnage vienne s'immiscer dans l'organisation d'un stage syndical antiraciste, lui qui ne rechigne jamais à donner des interviews à la presse la plus droitière.

Cet abandon de la réflexion sur le projet de

société laisse donc un terrain aux réactionnaires qui souhaitent diviser le mouvement social en l'empêchant de faire l'unité autour de toutes les problématiques le concernant. Ils agitent l'épouvantail communautariste pour interdire nos réflexions sur les oppressions qui traversent la société et ils popularisent les thèses nauséabondes forgées notamment par l'extrême droite dans les années 70, en accusant Sud Éducation de racisme.

C'est pour toutes ces raisons que Sud Éducation s'attache à développer dans le Val d'Oise et ailleurs, un syndicalisme de lutte et de transformation sociale pour la construction d'une école émancipatrice et une société libérée du capitalisme, du racisme, du sexisme et de toutes les formes d'oppressions.

Contre la politique antisociale et le racisme d'État : organisons-nous !

Sud Éducation 95 c'est :

Un syndicat intercatégoriel

Contre le corporatisme, Sud Éducation rassemble et syndique tous les personnels de l'Éducation : enseignants de la maternelle à l'université, personnels TOS, personnels de vie scolaire, ATSEM, contractuels, vacataires.

Un syndicat autogéré

Un syndicat sans hiérarchie et où les décisions et les orientations se prennent en assemblée générale. De plus, la rotation des mandats, la limitation des décharges syndicales à 1/3 du temps de service au maximum, la révocabilité des mandatés sont garanties.

Un syndicat de lutte

Sud Éducation se bat pour la défense des personnels de l'Éducation, contre les abus de la hiérarchie et pour conquérir de nouveaux droits. Contre la libéralisation de l'Éducation et la précarité, Sud Éducation est un syndicat qui construit les rapport de force plutôt que les compromis.

Un syndicat de transformation sociale

Sud Éducation combat pour une École émancipatrice. Puisque tous les salariés ont des intérêts communs, Sud Éducation se mobilise au-delà de l'École au sein de l'Union Syndicale Solidaires et lutte avec les chômeurs et précaires, pour les droits des femmes, contre le fascisme et le racisme, avec les sans-papiers, sans-logis...

**Un syndicat autogéré et indépendant qui ne vit que des cotisations de ses
adhérent-e-s. Faites vivre le syndicat ! Rejoignez-nous !**

